

n° DDT-S6-2016278-0001

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

---  
Société VIVESCIA  
Commune d'ESTISSAC  
---

**Arrêté Préfectoral de Mise en demeure**

---  
La Préfète de l'Aube,  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°08-1227 du 21 avril 2008 et notamment son article 17 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de céréales par la société NOURICIA à Estissac ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 15 septembre 2016 établi à l'issue de la visite d'inspection du 1<sup>er</sup> juillet 2016, transmis par courrier en date du 15 septembre 2016 à la société VIVESCIA, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que la société VIVESCIA exploite une installation munie d'un séchoir ;

**CONSIDERANT** que les séchoirs présentent des risques d'incendie pouvant affecter les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'à ce titre, l'arrêté préfectoral n°08-1227 du 21 avril 2008 impose à la société VIVESCIA des mesures de protection incendie ;

**CONSIDERANT** qu'un début d'incendie a eu lieu dans le séchoir le 29 octobre 2015 ;

**CONSIDERANT** qu'aucune alarme n'a été déclenchée au cours de cet incident ;

**CONSIDERANT** que l'absence de détecteurs incendie ne permet pas de surveiller efficacement l'installation et est de nature à retarder l'intervention des secours ;

**CONSIDERANT** que le robinet d'incendie armé n'est pas sous pression d'eau ;

**CONSIDERANT** que le robinet d'incendie armé du séchoir ne remplit pas son rôle d'équipement d'intervention rapide ;

**CONSIDERANT** que l'absence de dispositif d'aspersion automatique a été constatée ;

**CONSIDERANT** que l'absence de colonne sèche a été constatée ;

**CONSIDERANT** que l'ensemble de ces manquements est susceptible de ralentir la détection d'un incendie et d'accroître la probabilité de propagation d'un incendie ;

**CONSIDERANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société VIVESCIA de respecter les dispositions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral n°08-1227 du 21 avril 2008 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 - OBJET**

La société VIVESCIA, dont le siège social est situé 2, rue Clément Ader - 51685 REIMS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral n°08-1227 du 21 avril 2008 en réalisant sous 3 mois les travaux suivants dans son séchoir exploité sur la commune d'Estissac :

1. équiper le séchoir d'une installation de détection incendie commandant le déclenchement d'une alarme sonore et l'arrêt des brûleurs ;
2. implanter un robinet d'incendie armé de façon à ce que toutes les parties du séchoir puissent être efficacement atteintes ;
3. implanter un dispositif d'extinction automatique ou à défaut une colonne sèche permettant d'amener l'eau sous pression jusqu'en partie haute du séchoir. Si la colonne sèche n'est pas dans le séchoir, elle doit être située à proximité de façon à permettre aisément l'approche du séchoir par des lances amenées à moins de 10 m et au niveau de la partie la plus haute du séchoir.

## **ARTICLE 2 - SANCTIONS**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 - RECOURS**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Ecologie, de l'Energie et de la Mer, direction générale de la prévention des risques, bureau du contentieux, 92055 LA DEFENSE cedex, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de CHALONS en CHAMPAGNE – 25 rue du Lycée – 51036 CHALONS en CHAMPAGNE. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

## **ARTICLE 4 - PUBLICATION**

Une copie de ce dernier est déposée aux archives de la mairie d'ESTISSAC pour y être tenue à disposition de toute personne intéressée.

Un extrait est affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par la mairie à la préfecture de l'Aube – direction départementale des territoires – secrétariat général – bureau juridique.

## **ARTICLE 5 - EXECUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Notification en sera faite à Monsieur le directeur de la société VIVESCIA.

Troyes, le 4-10-16

La Préfète



Isabelle DILHAC

